

Introduction

Cyrille Bodin et Mikaël Chambru



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/9121>

DOI : [10.4000/edc.9121](https://doi.org/10.4000/edc.9121)

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 7-14

ISBN : 978-2-917562-22-2

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Cyrille Bodin et Mikaël Chambru, « Introduction », *Études de communication* [En ligne], 53 | 2019, mis en ligne le 15 mars 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edc/9121> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.9121>

© Tous droits réservés

Introduction

Introduction

Cyrille Bodin

LISEC, Université de Strasbourg
cyrillebodid@yahoo.fr

Mikaël Chambru

GRESEC, Université Grenoble Alpes
mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr

Depuis quelques années déjà, le terme « *fake news* » est fréquemment évoqué dans les débats publics, et semble mobilisé par une grande diversité de champs sociaux, professionnels, militants ou institutionnels. Ce qui apparaît comme une formule (Krieg-Planque, 2009) a en très peu de temps investi l'espace public pour caractériser des phénomènes sociaux pourtant fortement hétérogènes : élections et référendums aux résultats « imprévus », résurgence du terrorisme en Europe ou des « tueries de masse » aux États-Unis, mouvement des « gilets jaunes », contestation de l'expertise officielle lors des controverses socioscientifiques, etc.

Profondément ambivalente, cette catégorisation contemporaine apparaît inséparable de ce qui est perçu péjorativement comme une « démocratie d'opinion », alors associée au rejet d'une conception libérale de l'information. Nombre de celles et ceux qui utilisent le terme jugent que l'irruption des « *fake news* » marque l'entrée du monde dans une « ère nouvelle », celle d'une supposée « post-vérité », d'un « relativisme » ou « d'un retour à l'obscurantisme ». Toutefois, le développement des réseaux sociaux numériques, aujourd'hui accusés de favoriser l'émergence d'un « nouveau régime » ne distinguant guère le « vrai » du « faux », s'est accompagné idéologiquement, il y a peu encore, d'un discours déterministe, promissif et utopique souvent formulé par les mêmes acteurs. Mais à y regarder de près, les caractéristiques aujourd'hui attribuées aux « *fake news* » ne sont pas si nouvelles : les rumeurs, calomnies, les propagandes et mensonges d'État, les fariboles, balivernes, sornettes, fadaises et autres billevesées relèvent de pratiques aussi anciennes que l'espace public lui-même (Froissart, 2010). Aussi, le présent dossier invite à ne pas céder à la fascination hâtive et déterministe de la « rupture » ou de la « révolution » techniques, pour se donner les moyens d'identifier les mutations en cours et leurs multiples enjeux pratiques.

Prenant place dans la confrontation des savoirs, les discours à propos des « *fake news* » semblent occulter, sous la forme d'un discours de substitution, un ensemble de phénomènes largement documentés par les Sciences humaines et sociales (SHS). Par exemple, la question d'une modernité réflexive voyant le développement d'une critique sociale tournée contre les formes de la parole officielle et de ses rapports à une tradition épistémologique positiviste (Beck, 2001), la question d'un renforcement des échanges circulaires entre savoirs scientifiques et savoirs militants contribuant à brouiller la distinction instituée entre sciences et sociétés (Ollitrault, 1996), ou encore la question d'une reconnaissance sociale des critères de scientificité, de leur apparence et de leur appartenance, établissant un certain monopole sur la parole politiquement et publiquement légitime (Bourdieu, 1984).

Malgré les réticences des SHS face à la formule et à ses usages, certaines formes de médiations culturelles, issues des sciences ou du journalisme, se montrent particulièrement investies dans la production de ces discours au travers des pratiques du « *fact checking* », de la « *street epistemology* » ou

du « débunkage ». Les outils conceptuels alors mobilisés, qui mêlent inextricablement conceptions épistémologiques issues d'une tradition héritée des sciences expérimentales, jugements de valeurs naturalisés au nom de « la Science » et prises de positions proprement politiques, réduisent la complexité des phénomènes de communication à la lecture linéaire d'une « transmission » ou d'une « propagation » de l'information. Dans ce cadre, afin de se produire socialement selon les contrats relationnels (Certeau, 1990) de la vulgarisation, le scientisme militant se substitue aux énoncés contemporains produits par les SHS en général, et par les Sciences de l'information et de la communication (SIC) et de l'épistémologie en particulier.

Ainsi, l'ensemble des structures composant le monde social s'est mis en mouvement, par le discours, au travers de la formule des « *fake news* ». Les institutions fondées sur la représentation (politique, scientifique, éducative, sécuritaire, médiatique ou culturelle...) semblent contraintes, dans leurs nécessités symboliques, à se positionner au travers d'un ordre du discours « vrai » (Foucault, 1971). Et si la formule semble répondre à des logiques d'appropriation sociale particulièrement hétéroclites, polysémiques et polychrésiques (Jeanneret, 2014) ; les discours à propos des « *fake news* » semblent dans le même temps présenter une certaine unicité, voire une univocité et une unilatéralité, dans le rapport qu'ils instaurent entre les énonciateurs et les énoncés du « vrai ». Alors nécessités inhérentes à la vie institutionnelle, de tels contrats relationnels semblent reposer, implicitement ou explicitement, sur une sacralisation du représentant et une construction, fictionnelle et néanmoins généralisée, du représenté selon la figure du « profane » (Fromentin et Wojcik, 2008).

Et malgré les enjeux posés par l'absence de définition claire ou précise de la formule, les discours à propos des « *fake news* » se matérialisent très concrètement au travers du déploiement d'un ensemble de dispositifs académiques visant leur régulation : foisonnement de conférences, de journées d'études et de séminaires organisés par des institutions scientifiques, scolaires ou parascolaires ; prolifération de formations et d'ouvrages supposés permettre une « autodéfense intellectuelle » ou l'adoption de « bonnes » pratiques afin de résister aux « *fake news* ». Émanant d'instances le plus souvent périphériques vis-à-vis des lieux de production des savoirs scientifiques, ces prescriptions normatives ne relèvent-elles pas d'une conversion des positions scientifiques en une posture experte, faite d'arguments d'autorité (Tavernier, 2012) ? Ne participent-elles pas également à invisibiliser une conflictualité pourtant fondamentale à la production et à la validation des savoirs ? Enfin, et surtout, ne procèdent-elles pas d'un opportunisme discursif permettant une autonomisation des champs sociaux, pris dans une lutte perpétuelle pour la définition des conditions d'accès à l'énonciation publique du « vrai » ?

Aussi, l'émergence et la circulation des discours à propos des « *fake news* » invite à une nécessaire déconstruction critique, notamment en interrogeant les usages diversifiés de la formule : en questionnant les imaginaires portés

par les différents champs sociaux en regard des théories contemporaines de la communication et de l'épistémologie ; en questionnant le phénomène de leur professionnalisation croissante, impliquant la construction de délimitations par le discours « vrai » ; en questionnant les conceptions déterministes, techniques ou culturelles, accompagnant les logiques d'une informationnalisation, d'une extension et néanmoins d'une fragmentation des pratiques communicationnelles (Miège, 2007). Plus largement, cette déconstruction critique invite peut-être à penser la circulation des « *fake news* » non pas comme une menace intrinsèque pour les discussions démocratiques ou scientifiques, mais au contraire comme dessinant les possibilités de leur renouvellement par la mise en lumière des positions normatives qui leur sont fondamentalement constitutives (Cervera-Marzal, 2019).

1.

La formule des « *fake news* » : un concept unique pour des usages multiples

La formule « *fake news* » est particulièrement ambivalente. D'un côté, elle est marquée par des logiques d'appropriation plurielles par les champs sociaux. De l'autre, elle est également employée sous la forme d'un concept « couteau suisse » à partir duquel ces mêmes champs sociaux entendent décrire des phénomènes sociaux pourtant extrêmement hétérogènes. Les articles composant le présent numéro de la revue *Études de communication* montrent bien la complexité des enjeux et des usages reposant derrière une formule en apparence aussi simple.

Pour Florian Dauphin, la notion peut et doit être étudiée au travers de concepts plus anciens et mieux documentés : les concepts de rumeur et de propagande politique fournissent des points d'appuis permettant de mieux situer la catégorie des « *fake news* ». Ces dernières se distinguent alors par certaines caractéristiques : elles sont intentionnelles, horizontales, et leurs sources peuvent être tracées. Surtout, contrairement à la rumeur, les pratiques auxquelles elles donnent lieu reposent sur une conception absolutiste du « faux », contre lequel ses usages construisent un idéal de l'information « vraie ». De telle sorte que la formule fige *a priori* la compréhension des phénomènes de la communication médiatique au travers des théories dites « à effet directs », aujourd'hui obsolètes, tout en passant sous silence les théories concurrentes dites « à effets limités », qui accordent aux publics des capacités actives : celles de l'évitement, de la critique ou encore de la résistance face aux informations.

Pour Sarah Calba et Robin Birgé, le problème se situe à un autre niveau encore : peut-on établir et dire le « vrai » sans jamais avoir recours à la discussion collective et à son éthique ? Les notions de « *fake news* », « d'informations fallacieuses » ou de « fausses nouvelles », mais aussi les canulars académiques,

engagent une conception essentialiste de la « vérité », qui permet dans le même temps une disqualification *a priori* des positions, des arguments et de l'identité même de l'Autre. Au nom d'un « fait », supposé radicalement indépendant de toute perspective ou de toute prise de position, les discours à propos des « *fake news* » séparent le fond de la forme. Aussi, refuser le relativisme et la subjectivité inhérente à toute prise de position, c'est refuser la discussion elle-même. Et c'est aussi nier les conditions de possibilités pratiques qui rendent, pourtant, toutes connaissances, y compris scientifiques, possibles.

Ces deux caractéristiques, le déterminisme médiatique et la naturalisation du discours « vrai », se retrouvent également dans les usages que les professionnels du journalisme font de la notion. Pour Marie-Noëlle Doutreix et Lionel Barbe, l'appropriation du thème des « *fake news* » par la presse traditionnelle montre de forts partis-pris communicationnels : conception linéaire de la communication, invention d'un public « profane », jeu d'identification par rapport au « vrai »... Mais ces discours spécifiques interviennent à une époque charnière pour le journalisme de presse, faite d'une défiance croissante et d'un profond bouleversement de ses modèles socio-économiques. Aussi, ce qui apparaît comme un mouvement de certification du « vrai » s'accompagne de revendications socioprofessionnelles *pro domo* : démarcation avec les nouvelles concurrences numériques, captation des subventions publiques ou des recettes publicitaires... La pratique du *fact checking* semble ainsi participer au maintien des positions dominantes sur le marché de la presse.

Les usages faits par les professionnels du journalisme sont également analysés par Alexandre Joux et Inès Gil. Pour les deux auteur.e.s, le *fact checking* correspond à une période de fragilisation du journalisme. Aussi les professionnels entreprennent une réaffirmation symbolique de leur fonction sociale, à la fois dans les discours qu'ils adressent à la société et dans ceux qu'ils s'adressent pour eux-mêmes. Émanant à l'origine des marges de la profession, cette pratique permet de faire émerger de nouveaux profils face aux fortes tensions et concurrences socioprofessionnelles internes. Ce qui apparaît comme un discours sur la méthode journalistique introduit un certain conservatisme dans le rapport aux sources officielles, mais revient également à soumettre et à juger l'ensemble des discours exogènes au regard des règles que les journalistes s'assignent pour eux-mêmes, selon une perspective ethnocentrée.

Mais les usages de la notion de « *fake news* » sont loin de s'arrêter au seul domaine du journalisme, et concerne des acteurs qui tantôt vont s'emparer d'une opportunité discursive, tantôt vont la retourner contre les journalistes eux-mêmes. Pour Pierre Pénét, les défaillances ou falsifications de l'expertise, que ce soit dans les domaines économiques, environnementaux ou sanitaires, entraînent avec elles un affaiblissement de l'action publique et de la confiance qui lui est accordée. Il s'intéresse au concept de « *fake science* », utilisé pour contester l'objectivité ou l'impartialité de l'expertise. A l'instar des « *fake news* », cette formule repose sur un caractère supposé intentionnel de la falsification.

En étudiant deux cas de production d'une « expertise altérée » (la définition par le FMI du plan économique d'austérité en Grèce, et l'évaluation sanitaire du Glyphosate), l'auteur montre que la faiblesse conceptuelle de la notion de « *fake science* » ne permet pas d'analyser les contraintes qui pèsent sur les experts... alors même que celles-ci sont dues au rapports de plus en plus intrusifs des acteurs économiques et/ou politiques dans les lieux de construction des savoirs, impliquant l'idée d'une coresponsabilité dans la falsification.

L'Église catholique s'approprie également la notion de « *fake news* » afin d'affirmer ou de réaffirmer publiquement un ensemble de normes constitutives de l'identité et de la doctrine ecclésiastique. David Douyère montre que, prenant un appui ferme sur le discours de « vérité », l'Église oublie toutefois son propre rapport à la mise en récit du monde. La captation de la thématique, associée à une critique de l'individualisme, du capitalisme ou encore des attaques « contre la vie », permet de construire l'idée d'un « faux » contre lequel se positionner. Opportunité de légitimation, les discours à propos des « *fake news* » deviennent également un ensemble d'injonctions performatives tenues à l'endroit des journalistes et plus largement du monde social dans son ensemble. Et à cet endroit, la critique de l'Autre ne s'accompagne pas d'une auto-critique institutionnelle.

Enfin, reposant sur la logique du « pompier incendiaire », les discours à propos de « *fake news* » permettent l'émergence de la figure du « révélateur ». En étudiant le mouvement survivaliste français, ainsi que ses rapports ambiguë et souvent conflictuels avec le champ médiatique, Mathieu Buralassi observe l'établissement de stratégies informationnelles mêlant sources dites « alternatives » et médias traditionnels, les unes et les autres tenus à distance critique. Aussi, en étudiant pragmatiquement la réception des discours médiatiques par ce mouvement, l'auteur n'observe pas une opposition binaire entre le « vrai » et le « faux », mais un ensemble d'évaluations réalisé selon la considération de rapports de force entre deux systèmes de valeurs, chacun faisant sens dans un univers qui lui est propre. Lutte contre-productive, la bataille contre les « *fake news* » pose ainsi, surtout, la question de la prise de position du chercheur qui entend y prendre part, au croisement entre différents univers sociaux et culturels.

2.

Hypothèses non-conclusives autour des luttes pour l'énonciation publique du « vrai »

Bien loin d'épuiser la thématique, le présent dossier de la revue *Études de communication* entend ouvrir la discussion en apportant quelques éléments de réflexion allant au-delà des indignations morales, aussi légitimes soient-elles, ayant conduit au débat sur les « *fake news* ». Notre questionnement initial

porte sur un tout autre niveau : il s'agit de discuter d'un outillage conceptuel réducteur, et toutefois généralisé afin de mettre le monde en récit. Et si cet outillage semble particulièrement inadapté et improductif à la résolution de ses objectifs explicites, à savoir lutter contre la « propagation des *fake news* », il se révèle en revanche nettement plus adapté à la résolution d'objectifs implicites. Hautement triviale, la notion de « *fake news* » se pose en effet comme un outil unique supposé expliquer « le monde tel qu'il est » (Watzlawick, 1988) et proposer une solution face à des problèmes sociaux pourtant complexes et hétérogènes. Mais de quoi les « *fake news* » sont-elles le concept ?

Ce dossier tend à montrer que la notion se justifie moins au travers d'une pertinence analytique en SHS, permettant une compréhension fine ou nouvelle du monde social ; et qu'à l'inverse, de par sa dimension performative, elle tend à éluder par ses usages un ensemble de postures et de postulats pourtant (très) discutables et déjà largement documentés par les SHS. Il s'agit, en premier lieu, de jeux d'identification voyant la construction surdéterminée et totalisante des images d'une Altérité dégradée, et contre lesquelles viennent doctement se positionner une large diversité de champs sociaux. Mais il s'agit aussi, en deuxième lieu, d'un ensemble d'injonctions participant implicitement à une lutte pour l'autonomie et le contrôle des conditions d'accès à l'énonciation publique du « vrai ». En cela, la production des discours à propos des « *fake news* » procède d'une reconfiguration de l'idéologie de la vulgarisation (Jurdat, 1969), en réaction aux mutations du monde contemporain : la figure du « révélateur » émerge en lieu et place du « troisième homme », le concept de « vérification » en lieu et place de celui de « traduction », la « crédulité » supposée des publics en lieu et place d'un « fossé des connaissances » (Chavot et Masseran, 2010).

Alors, reposons la question encore une fois. Un énoncé peut-il être « vrai » en lui-même, au-delà de l'usage du langage et de la communication ; ou à l'inverse le devient-il en circulant socialement et en étant accepté comme tel ? Prendre position dans la deuxième voie, c'est permettre un renversement de perspective. C'est se donner les moyens d'examiner les conditions de construction, de circulation et d'acceptation de l'énoncé « vrai ». C'est se donner les moyens de penser en même temps le mot et la chose, le fond et la forme, l'énoncé et l'énonciation (Caune, 2013). C'est accepter de perdre un peu de la sacralisation du « vrai » au profit d'un gain en réflexivité sociale et institutionnelle (Le Marec, 2010). Enfin, c'est permettre à la pensée épistémologique de se déployer dans ses dimensions pragmatiques et communicationnelles.

Bibliographie

Beck U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.

Bourdieu P. (1984). *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.

Caune J. (2013). *Pour des humanités contemporaines. Science, technique, culture : quelles médiations ?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Certeau M. de (1990). *L'invention du quotidien, t. 1, Arts de faire*, Paris, Gallimard.

Cervera-Marzal M. (2019). *Post-vérité. Pourquoi faut-il s'en réjouir*, Lormont, Le Bord de l'eau.

Chavot P., Masseran A. (2010). « Engagement et citoyenneté scientifique : quels enjeux avec quels dispositifs ? ». In *Questions de communication*, n° 17, p. 81-106.

Foucault M. (1971). *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.

Froissart P. (2010). *La Ruineur*, Paris, Belin.

Fromentin T., Wojcik S. (2008). *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan.

Krieg-Planque A. (2009). *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

Jeanneret Y. (2014). *Critique de la trivialité. Les médiations de la communication, enjeu de pouvoir*, Paris, Les Éditions Non Standard.

Jurdant B. (1969). « Vulgarisation scientifique et idéologie ». *Communications*, n° 14, p. 150-161.

Le Marec J. (dir.). (2010). *Les études de sciences. Pour une réflexivité institutionnelle*, Paris, Archives contemporaines.

Miège B. (2007). *La société conquise par la communication. Tome 3 : Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Ollitrault S. (1996). « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française ». *Politix*, n° 36, p. 141-162

Tavernier A. (dir.). (2012). « Scientisme(s) et communication ». *Médiation et information*, n° 35.

Watzlawick P. (1988). *L'invention de la réalité, Contributions au constructivisme*, Paris, Éditions du Seuil.